



Date de dépôt : 19 mai 2026

Rapport

de la commission des affaires sociales chargée d'étudier le rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion de Patricia Bidaux, Claude Bocquet, Jacques Blondin, Delphine Bachmann, Souheil Sayegh, Bertrand Buchs, Jean-Luc Forni, Jean-Marc Guinchard, Christina Meissner, Grégoire Carasso, Léna Strasser pour un système alimentaire durable territorialisé

Rapport de Thierry Oppikofer (page 2)

Rapport de Thierry Oppikofer

En date du 3 mai 2024, le Grand Conseil a renvoyé à la commission des affaires sociales le rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la M 2700. Cette motion, déposée le 4 novembre 2020 et adoptée en plénière le 12 mai 2023, avait été initialement traitée à la commission de l'environnement et de l'agriculture. Un an plus tard, en plénière du 3 mai 2024, l'une des signataires a demandé le renvoi du rapport du Conseil d'Etat à la commission des affaires sociales, laquelle devait prochainement traiter d'une loi sur l'alimentation et souhaitait « nourrir » ses débats (*sic*). La motion avait la teneur suivante :

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- *les projets en cours au niveau européen¹ ;*
- *les soutiens massifs des initiatives pour la sécurité alimentaire et une année plus tard pour la souveraineté alimentaire de la part de la population genevoise ;*
- *la signature, le 23 octobre 2015, du « Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan »² par la Ville de Genève³ ;*
- *la loi sur la promotion de l'agriculture (M 2 05) ;*
- *l'exiguïté du territoire cantonal et l'impact de l'urbanisation sur le maintien de la surface de production agricole cantonale et donc inévitablement sur l'approvisionnement en nourriture locale ;*
- *l'ensemble de la chaîne de valeur présente sur notre canton (réseau de producteurs, de transformateurs, d'artisans, de commerçants et d'entreprises toutes et tous engagés) ;*
- *la diversité de toute la production de denrées alimentaires genevoises grâce à l'engagement de nos paysans genevois ;*
- *la reconnaissance de ces valeurs grâce à la politique agricole cantonale et grâce à la création de la marque de garantie Genève Région Terre Avenir (GRTA) ;*

¹ https://www.fondationcarasso.org/wp-content/uploads/2019/01/CAPITALISATION_Carasso-36P-BD-Simple.pdf
https://blogs.grandlyon.com/developpementdurable/files/2017/10/Cahier_Enjeux_Strat_Alim_Grand_Lyon_COMPLET_270519.pdf

² https://www.foodpolicymilano.org/wp-content/uploads/2015/10/Milan-Urban-Food-Policy-Pact-_FR.pdf

³ <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/signatory-cities/>

- *l'accès à une alimentation adéquate pour toutes et tous et en particulier pour les personnes précarisées,*

invite le Conseil d'Etat

- *à faire un état des lieux des acteurs déjà engagés et porteurs de la thématique alimentaire ;*
- *sur la base de l'état des lieux, à mettre en place une démarche participative avec l'ensemble des acteurs afin de définir les conditions-cadres d'un système alimentaire durable territorialisé qui leur garantit la mise en œuvre de leurs bonnes pratiques et n'affecte pas leur liberté économique et sociale.*

La commission s'est donc attelée à l'examen de ce rapport, lui consacrant quatre séances, le 20 mai 2025, les 17 et 31 mars 2026 et le 21 avril 2026. La première séance s'est déroulée sous la présidence de M^{me} Ana Roch, le procès-verbal étant rédigé par M. Anthony Chenevard ; les trois séances suivantes ont été présidées par M^{me} Natacha Buffet-Desfayes, M^{me} Lisa Scussel assurant le procès-verbal. M^{me} Laure Delieutraz, secrétaire générale adjointe du DCS, a assisté aux quatre séances, M. Aldo Maffia, directeur général de l'office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales, à celle de mai 2025. M^{me} Nadia Salama, secrétaire scientifique de la commission, était également présente lors des quatre séances.

Que ces personnes trouvent ici l'expression de la reconnaissance des commissaires pour leur précieux appui.

Audition du DCS, le 20 mai 2025 : MM. Hossam Adly, secrétaire général, et Serge Mimouni, directeur des opérations du DCS

Il est décidé de traiter la M 2700-B en parallèle de la M 2636-A, déposée quelques mois auparavant en pleine pandémie de covid, dont les demandes étaient sinon identiques du moins comparables, et qui fait l'objet d'un rapport séparé. Les auditionnés, dans leur présentation, rappellent que le Grand Conseil a décidé de renvoyer ces textes devant les affaires sociales afin de faire le lien avec la mise en œuvre du droit à l'alimentation, qui a fait l'objet d'une votation populaire le 18 juin 2023, votation acceptée par le peuple. L'article 38A de la constitution cantonale dispose désormais que « *Le droit à l'alimentation est garanti. Toute personne a droit à une alimentation adéquate, ainsi qu'à être à l'abri de la faim* ».

Le Conseil d'Etat élu en 2023 en a fait un objectif stratégique et politique, définissant la mise en œuvre du droit à l'alimentation comme un but de son programme de législature, portant autant sur des aspects de qualité alimentaire, de production, de saisonnalité des produits que sur la distribution et la consommation, notamment à l'échelon de la restauration collective. Un comité de pilotage (Copil) « alimentation » réunissant des associations, des fondations, des communes, des départements de l'administration cantonale, des commerces de la grande distribution, ainsi que des hautes écoles, soit l'ensemble des partenaires concernés par la thématique de l'alimentation, a été convoqué dès juin 2023. Il a été décliné en trois groupes de travail : l'un dédié à la production, un autre à la transformation et à la distribution, et un troisième à la consommation. Il a rendu un rapport contenant 18 recommandations en décembre 2023. Le DCS a aussitôt réactivé un organisme existant, mais alors inactif : la PAPP (Plateforme alimentation et politiques publiques), composée du DCS (qui en assure la présidence), du DT, du DIP, du DSM, de la direction du Grand Genève et de l'association Ma-Terre. Cette plateforme a reçu pour mission de travailler la question de l'alimentation à travers différentes politiques publiques.

Les auditionnés expliquent qu'il existe aujourd'hui trois types d'aide alimentaire, sous forme de colis, de repas ou de bons. Il précise que les acteurs qui octroient ces prestations peuvent être aussi regroupés en trois typologies. La première correspond aux entités actives dans le domaine de l'aide sociale, publiques ou associatives. Ce sont, entre autres, Caritas et le CSP. La deuxième regroupe les acteurs qui distribuent eux-mêmes l'aide alimentaire – sous forme de bons, de colis ou de repas. Enfin, on trouve les entités qui fournissent les produits en tant que tels, provenant de différentes sources d'approvisionnement.

Parmi les acteurs publics du champ social, on retrouve l'Hospice général, les services sociaux communaux, mais aussi les fondations et associations telles que l'EPER, Caritas, le CSP, la Croix-Rouge ou encore Pro Senectute. Ces nombreux acteurs effectuent une première évaluation sociale de la situation des personnes en difficulté. Ils peuvent ensuite orienter ces personnes vers les Colis du Cœur, les épiceries solidaires de Caritas ou encore les épiceries communautaires.

Ensuite, parmi les acteurs de la distribution, on retrouve en premier lieu Partage, la banque alimentaire, qui collecte et trie les invendus, puis les redistribue à différents partenaires. Enfin, parmi les fournisseurs de produits alimentaires, il y a la grande distribution, la centrale d'achat de Caritas, ainsi que les Samedis du Partage.

Il existe donc une multiplicité d'acteurs dans le système, un financement mixte – public et privé – et plusieurs formes d'aide (colis, bons, repas). On note en revanche l'absence de mécanismes de coordination et de pilotage, puisqu'il n'existe pas encore de politique publique spécifique à l'aide alimentaire. Ce sont les acteurs eux-mêmes qui ont structuré le système de manière autonome et il n'existe donc pas non plus de système global de *reporting*, qui sera un instrument nécessaire dans une perspective de mise en œuvre d'une politique publique.

Des principes directeurs ont été définis pour l'élaboration de la loi d'application : égalité de traitement et transparence de la prestation ; harmonisation des critères d'octroi ; monétarisation de la prestation ; libre choix et réduction de la stigmatisation ; maîtrise du nombre de bénéficiaires. L'Etat compte mettre en place un financement public-privé, encourager la grande distribution à mettre en place une offre alimentaire favorisant les petits budgets, clarifier le rôle et les responsabilités des partenaires : canton, communes, Fondations Partage et Colis du Cœur, etc.

Reprise du traitement le 17 mars 2026

La commission reprend après dix mois le traitement des motions 2636-A et 2700-B, qui avaient, rappelle la présidente, été renvoyées en commission dans l'attente d'un projet de loi préparé par le DCS sur la question de l'alimentation et de la précarité alimentaire.

Une députée (MCG) note qu'une cartographie de la situation n'a pas été fournie. Une députée (PLR) relève que l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'aide à l'alimentation votée par le peuple n'est pas encore clair.

Une députée (S) note que les délais de traitement commencent à être dépassés et que, si le projet de loi semble désormais bien avancé, il ne devrait pas être déposé avant le mois de mai. **M^{me} Delieutraz** précise que le département a élaboré un avant-projet de loi qui a fait l'objet d'une consultation publique, organisée entre le 7 octobre 2025 et le 15 janvier 2026, laquelle a suscité un intérêt important avec plus de 200 participants et 42 prises de position formelles d'entités. Elle indique que les contributions issues de cette consultation sont en cours d'analyse afin d'être intégrées dans une version consolidée du projet de loi.

La présidente précise le cadre des travaux en indiquant que deux options s'offrent à la commission : soit tenter de traiter les objets dans les délais impartis, soit demander un renvoi permettant de disposer d'un délai supplémentaire de six mois.

Les groupes S et PLR se prononcent en faveur de la première option, consistant à traiter ces objets dans les délais impartis, en organisant les travaux nécessaires, notamment une ou deux auditions ainsi qu'un échange avec le département, plutôt que de solliciter un délai supplémentaire, estimant que ces textes ont déjà suffisamment attendu.

Audition de MM. François Lefort, président, et Guillaume Lambert, secrétaire général de l'association Ma-Terre, le 17 mars 2026

M. Lefort précise d'emblée qu'il se concentrera sur la M 2700, qui reste d'actualité et demandait au département de proposer un système alimentaire durable, ainsi que des mesures concrètes pour renforcer la durabilité de ce système. Les travaux sont désormais en cours. L'auditionné observe qu'il est positif de pouvoir revenir devant la commission à ce stade, presque à la fin du travail.

M. Lambert présente la Maison de l'alimentation du territoire de Genève (Ma-Terre), association créée en 2019, qui réunit onze membres représentant les différentes dimensions de la thématique alimentaire à Genève. Il explique que sa mission consiste à sensibiliser la population genevoise à l'alimentation saine et durable ainsi qu'à ses enjeux territoriaux, sociaux, culturels, sanitaires, environnementaux et économiques, par nature transversaux. En 2025, 74 ateliers scolaires ont ainsi été organisés, impliquant 61 classes du cycle d'orientation issues de 16 établissements différents. Il précise qu'il s'agit principalement d'ateliers destinés aux cycles d'orientation, car un cours obligatoire y porte déjà sur l'alimentation, et que ces activités permettent de parcourir toute la chaîne « du champ à la fourchette », en abordant à la fois la production, la vente, la cuisine et la consommation collective. Il ajoute que l'association organise également des ateliers socioculturels avec des familles ou des publics précarisés, des visites immersives chez les producteurs, des ateliers hors murs dans des bibliothèques ou ludothèques, des activités de *team building* avec des entreprises, ainsi que des formations professionnelles qu'elle souhaite développer à l'avenir.

M. Lambert explique que l'objectif de l'année 2026 consiste précisément à approfondir huit mesures proposées par l'association, chacune d'elles devant faire l'objet d'un travail spécifique avec un référent métier et un facilitateur afin d'évaluer sa faisabilité, son éventuelle réorientation, ainsi que les besoins en calendrier, budget et gouvernance. Ces huit mesures sont le renforcement de l'offre de produits locaux et durables pour les acheteurs publics et privés, l'étude de mécanismes de soutien à destination des restaurateurs privés, la valorisation des services écosystémiques, la diversification des sources de protéines et la promotion d'une alimentation saine et durable, le renforcement

de la communication autour des bénéfices du label GRTA, la formation des responsables d'approvisionnement à l'alimentation saine et durable, l'encouragement à la création de pôles alimentaires dans les quartiers et les communes, ainsi que la promotion de plans d'alimentation durable au sein des entreprises.

Il annonce qu'un événement intitulé « Les rencontres de l'alimentation cantonale » sera organisé le 16 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, afin de présenter les travaux réalisés, la gouvernance proposée et les mesures approfondies.

Une députée (PLR) demande quel lien existe entre cette démarche, les réflexions conduites par l'association et la mise en œuvre de l'initiative pour une alimentation durable acceptée par le peuple genevois. **M. Lambert** indique que l'association travaille concrètement sur ces questions et qu'il participe lui-même aux réunions de la Plateforme alimentation et politiques publiques.

Une députée (S) indique qu'elle se pose à peu près la même question, relevant que plusieurs des mesures présentées rejoignent certaines orientations figurant déjà dans le projet de loi. Selon elle, l'enjeu d'un système alimentaire territorial durable réside dans la mise en place de quelque chose qui fonctionne dans la durée, et non dans une succession d'initiatives ou de mesures lancées ponctuellement, puis abandonnées.

M. Lefort répond qu'en lien avec cette question, le projet de loi, dans sa teneur actuelle, a déjà donné lieu à la consultation de diverses parties intéressées, y compris non partisans, et que leur association a également été entendue dans ce cadre, tout comme sur d'autres projets, en ayant pu faire part de son avis sur l'avant-projet. Il précise toutefois que la précarité alimentaire ne constitue pas le cœur de l'activité de Ma-Terre. Il s'agit avant tout de favoriser, de manière générale, une alimentation plus locale et plus durable à l'échelle du territoire genevois.

Un député (UDC) revient sur les ateliers organisés à l'intention des élèves de neuvième année et souhaite savoir quels enseignements les intervenants en tirent, en particulier quant à la perception qu'en ont les élèves. **M. Lambert** précise qu'un questionnaire a été mis en place à l'intention non pas des élèves, mais des enseignants accompagnants, notamment dans le cadre du portail développé pour les inscriptions, dans une logique de professionnalisation des ateliers. Il expose qu'à la question de l'évaluation globale de l'atelier, avec un taux de réponse de 58%, 85% des répondants l'ont qualifié d'excellent et 15% de très bon, sans aucune appréciation négative.

Une députée (LC), revenant à la motion et plus particulièrement à ses invites, demande en quoi les travaux présentés ce soir s'inscrivent dans la deuxième invite, laquelle propose, sur la base de l'état des lieux transmis et de la cartographie des acteurs engagés, la mise en place d'une démarche participative. Elle souhaite ainsi savoir si la démarche exposée ce soir correspond bien à ce qui est proposé en réponse à cette invite.

M. Lefort souligne que c'est bien dans l'union de l'ensemble des acteurs concernés que cette démarche pourra fonctionner, et il exclut que certains acteurs engagés soient écartés du projet.

La même députée (LC) évoque la mesure relative aux bons GRTA pour les restaurateurs privés et relève qu'il existe aujourd'hui un avis de droit connu attirant l'attention sur un risque de concurrence déloyale. Elle demande dès lors comment cette question est évaluée. Elle s'interroge ensuite sur la mesure concernant les services écosystémiques, observant qu'elle touche à la politique agricole, et souhaite obtenir davantage d'explications à ce sujet. S'agissant de la diversification des sources de protéines, elle rappelle qu'il existe déjà un PDR 4, soit un projet de développement régional portant précisément sur la mise en place d'outils de transformation, et demande ce que les intervenants entendent ajouter à ce qui existe déjà. Elle relève qu'aujourd'hui, les personnes actives sur les plateformes d'achat du canton savent généralement ce que recouvre l'alimentation saine et durable, mais n'ont pas nécessairement une connaissance suffisante de ce qui se fait concrètement sur le territoire genevois. Elle rappelle que c'était précisément là l'intérêt de la motion, à savoir recréer un lien avec ce qui se passe sur le territoire.

M. Lefort répond qu'il faut considérer ces mesures avant tout comme des propositions. Il rappelle que celles-ci ont déjà été transmises à la commission en tant que telles et indique que la deuxième étape consistera précisément en une phase d'approfondissement.

M. Lambert précise qu'il s'agissait de conduire un processus participatif, que les mesures présentées constituent précisément le résultat du travail mené par seize personnes réunies dans ce cadre, accompagnées par un cabinet d'études et avec l'appui de l'association, afin de faire émerger puis de prioriser des propositions. Il relève qu'il faut dès lors partir de ce résultat, tout en gardant à l'esprit que certaines mesures pourront, au stade de leur approfondissement, être réorientées, renforcées ou abandonnées. Le processus participatif implique nécessairement une certaine perte de maîtrise sur le contenu final, inhérente à la méthode elle-même. Il faudra élaborer, avec l'ensemble des acteurs et de manière participative, un projet de système alimentaire durable.

Audition de M^{me} Karine Salibian Kolly, secrétaire générale adjointe du DCS, le 21 avril 2026

M^{me} Salibian Kolly fait un point de situation sur le droit à l'alimentation, inscrit dans la constitution genevoise le 18 juin 2023 par 67% des votants, et entend expliquer en quoi l'avant-projet de loi pour une alimentation solidaire et durable mis en consultation à l'automne dernier répond à plusieurs invites des motions examinées lors de la séance. Elle souligne que ces travaux faisaient ressortir trois idées principales : d'une part, le droit à une alimentation adéquate ne vise pas seulement les personnes en situation de précarité, mais toute personne ; d'autre part, ce droit doit constituer le fondement d'une nouvelle politique publique ; enfin, l'alimentation doit englober une production locale saine, réalisée dans des conditions socialement et économiquement justes. La loi sur la promotion de l'agriculture répond déjà en partie à ce troisième principe. Elle ajoute que d'autres principes ont été retenus, notamment la consommation d'aliments peu transformés, ainsi que la lutte contre la précarité alimentaire, qui constitue le volet social du droit à l'alimentation. Elle indique également que la restauration collective, notamment dans les établissements scolaires, doit adhérer à des labels d'alimentation équilibrée et durable, ce qui illustre le rôle exemplaire de l'Etat, de ses institutions publiques et des communes. Elle précise enfin que la production locale et les circuits courts doivent être favorisés, dans une logique de durabilité couvrant l'ensemble de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation, y compris le gaspillage alimentaire. Elle rappelle la création par le DCS du Copil « alimentation », qui a travaillé pendant une année et demie et formulé des recommandations.

Elle précise que ses travaux se sont articulés autour de quatre axes, à savoir la production des denrées alimentaires, la distribution alimentaire, la consommation et le gaspillage alimentaire. S'agissant de la production, deux principes ont été retenus, soit pérenniser et développer une production de denrées alimentaires durables, locales et diversifiées, et rendre ces produits accessibles sans discrimination. Concernant la distribution, il a été recommandé d'envisager l'aide alimentaire sous l'angle de la diversité des publics et des besoins, ainsi que de soutenir des expériences pilotes, telles que les caisses alimentaires ou la Sécurité sociale de l'alimentation. Pour la consommation, plusieurs recommandations relèvent de la santé, notamment le soutien à une alimentation adéquate pour les populations vulnérables, l'encouragement à la consommation de produits locaux, la limitation de la promotion et de la distribution de produits ultra-transformés, ainsi que la mise en place d'une formation continue sur les enjeux d'une alimentation adéquate.

La Plateforme alimentation et politiques publiques a élaboré l'avant-projet de loi pour une alimentation solidaire et durable, lequel a été soumis au Conseil d'Etat le 7 octobre 2025. Le Conseil d'Etat a ensuite décidé de lancer une consultation publique du 8 octobre au 15 janvier 2026. Cette enquête a été complétée par des consultations ciblées auprès des membres du comité de pilotage « alimentation », d'institutions publiques, de partenaires sociaux, des chambres de commerce et d'industrie, de la Communauté genevoise d'action syndicale, de la Fédération des entreprises romandes, de l'Union des associations patronales, du réseau de l'économie sociale et solidaire, de l'association Ma-Terre, de la FRC, ainsi que des partis politiques et des milieux académiques, notamment l'Université de Genève, la Haute école de santé et la Haute école de travail social. Elle indique que 42 entités ont ainsi été consultées et que, sur le principe, plus de 83% des réponses soutiennent l'avant-projet de loi.

M^{me} Salibian Kolly indique que le deuxième chapitre concerne le dispositif de solidarité alimentaire, qui s'organise aujourd'hui en trois cercles. Le premier cercle correspond à un dispositif de restauration collective à bas seuil, accessible à toute personne en situation de précarité alimentaire. Le deuxième repose sur une carte alimentaire donnant accès à ce dispositif ainsi qu'aux colis alimentaires, principalement distribués par Colis du Cœur, et à d'autres formes d'aide. Le troisième cercle consiste en une aide monétaire visant à respecter le principe de dignité et à permettre aux personnes concernées de consommer dans un réseau de commerces.

M^{me} Salibian Kolly explique que, pour accéder à cette carte alimentaire, l'avant-projet définit des critères d'octroi destinés à harmoniser les pratiques et à garantir une certaine égalité de traitement. Elle relève qu'aujourd'hui, plus de 60 organismes distribuent des bons ou permettent l'accès à l'aide alimentaire, sans que les critères ne soient toujours clairs ni harmonisés. La mise en œuvre de cette carte suppose un financement conjoint entre l'Etat et les communes. A ce stade, la forme d'une fondation de droit public a été privilégiée. Aujourd'hui, l'aide alimentaire est essentiellement financée par des mécènes, l'Etat de Genève versant 4,5 millions de francs à la Fondation Partage dans le cadre d'un contrat de prestations, soit environ un tiers du financement total.

L'auditionnée précise qu'une autre recommandation du comité de pilotage consiste à instituer la Fondation Partage comme centrale d'achat pour l'approvisionnement de l'aide alimentaire. Elle relève qu'un moyen important de sensibiliser la population à une alimentation adéquate réside dans l'information, la formation et l'enseignement. Enfin, l'auditionnée aborde la lutte contre le gaspillage alimentaire, qui vise à mettre en œuvre la feuille de

route élaborée par le département du territoire, notamment lors des manifestations publiques, à assurer un monitoring des mesures prises, à soutenir les filières de valorisation des invendus au profit de la banque alimentaire, à valoriser les denrées hors calibre ou abîmées, mais encore consommables, et à interdire la destruction des invendus alimentaires.

M^{me} Salibian Kolly précise toutefois qu'il ne s'agit là que d'un avant-projet, toujours en discussion, notamment avec les communes genevoises, appelées à jouer un rôle majeur non seulement dans l'aide alimentaire, mais aussi dans le financement du nouveau dispositif imaginé. Les discussions ont débuté en juin de l'année passée et il est espéré de pouvoir finaliser les derniers échanges au début de l'automne 2026.

Une députée (PLR) indique ne pas comprendre en quoi l'accessibilité serait aujourd'hui discriminatoire et demande ce qu'il faut entendre concrètement par cette expression. Les acteurs concernés ont-ils indiqué être en mesure de baisser leurs prix ou estiment-ils au contraire qu'une aide supplémentaire serait nécessaire pour compenser les coûts ?

M^{me} Salibian Kolly répond que ce n'est pas directement aux producteurs de se positionner, mais que ce sont les Colis du Cœur ou la Fondation Partage qui négocient avec l'UMG. Elle explique qu'il existe ainsi des organismes intermédiaires qui s'approvisionnent auprès des maraîchers et d'autres fournisseurs, et proposent ensuite ces produits aux personnes en situation de précarité alimentaire.

La même députée (PLR) demande encore des précisions sur la consultation menée au sujet de l'avant-projet de loi. Le nombre de 200 réponses lui paraît très faible.

L'auditionnée répond que les 30 personnes composant le comité de pilotage ont été consultées, de même que les partenaires sociaux, les partis politiques et les institutions publiques concernées. Elle précise que certaines personnes ne se sont prononcées que sur un seul article, tandis que d'autres ont commenté un chapitre entier, de sorte que les réponses reçues étaient assez hétérogènes. Enfin, à propos de l'aide monétaire, **M^{me} Salibian Kolly** précise qu'il faut imaginer ce dispositif comme reposant sur une aide versée directement aux individus en situation de précarité, lesquels pourraient ensuite consommer librement au sein du réseau de commerces partenaires.

Un député (S) souhaite savoir de combien de bénéficiaires il est question.

M^{me} Salibian Kolly répond que, précisément, l'avant-projet de loi prévoyait dans ses dispositions finales d'élargir le champ d'application de l'Observatoire de la précarité, afin d'y inclure également la précarité alimentaire. Elle indique qu'à ce jour, si l'on se fonde sur le rapport d'activité

de Partage, cette fondation aidait 15 000 personnes par semaine, tandis que le rapport d'activité 2025 fait état de 17 250 adultes et enfants aidés chaque semaine, ce qui représente un public très important.

Un député (UDC) se demande ce que pense la grande distribution de l'incitation à réduire le marketing des produits ultra-transformés. Concernant la carte alimentaire, il relève que ses bénéficiaires auraient accès à des produits de bonne qualité, tandis que les personnes disposant de revenus modestes, mais ne remplissant pas les critères prévus, resteraient en marge. Enfin, le Centre islamique de Genève procède chaque semaine à des distributions alimentaires à la rue des Eaux-Vives. Il demande si cette structure a été intégrée dans la réflexion.

M^{me} Salibian Kolly répond que Coop et Migros participaient au comité de pilotage alimentation et n'ont pas formulé de remarques sur la limitation de marketing. A propos de la carte alimentaire, elle relève que celle-ci vise avant tout à permettre aux bénéficiaires d'acheter librement les produits de leur choix. Enfin, s'agissant du Centre islamique de Genève, elle indique que, sauf erreur, cette structure est approvisionnée par Partage. Elle serait donc intégrée dans le dispositif de solidarité alimentaire. On souhaite coordonner l'ensemble des acteurs, indépendamment de leur appartenance confessionnelle ou autre, afin de s'assurer notamment que certaines personnes ne bénéficient pas de plusieurs dispositifs à la fois.

Une députée (LC) souhaite savoir si on parle peu ou prou du projet de loi définitif, ou s'il sera élaboré à l'issue de la consultation. **M^{me} Salibian Kolly** répond qu'il ne s'agit pas encore du projet de loi définitif. Elle indique que des discussions sont précisément en cours avec les communes, dans la mesure où tout ce qui concerne le dispositif de solidarité alimentaire devrait être financé essentiellement par celles-ci. La fondation de droit public telle qu'imaginée dans l'avant-projet soulève également une difficulté de gouvernance. En outre, l'association Ma-Terre souhaite encore finaliser le processus avec de nouveaux experts et poursuivre sa réflexion.

Discussion interne

Il est tout d'abord préciser que, s'agissant d'un rapport du Conseil d'Etat sur une motion, la commission ne peut que l'accepter en y prenant acte ou le refuser en le renvoyant au Conseil d'Etat.

Le groupe PLR indique que la raison du renvoi de la M 2700 et de la M 2636 en commission reste un mystère. Le seul intérêt a été d'obtenir davantage d'informations sur le processus en cours à la suite de la votation populaire sur l'aide alimentaire. Le groupe PLR renverra la M 2700 au Conseil

d'Etat. La situation a fortement évolué, avec notamment la votation populaire et tout le travail sérieux entrepris autour de l'avant-projet de loi. Il estime dès lors qu'il est plus pertinent de se projeter vers l'avenir à travers les nouveaux textes parlementaires et les travaux en cours.

Le groupe du Centre souligne que l'une des invites de la M 2700 demandait que, sur la base de l'état des lieux, soit mise en place une démarche participative réunissant l'ensemble des acteurs afin de définir les conditions-cadres d'un système alimentaire ne portant pas atteinte à leur liberté économique et sociale. Or, il indique ne pas avoir retrouvé cet élément dans les présentations qui ont été faites. Il renverra ce rapport au Conseil d'Etat.

Le groupe S estime que le projet de loi paraît désormais très avancé et qu'il est plutôt temps de le soutenir afin d'accélérer le processus. Il considère également que 200 retours sur l'avant-projet de loi paraissent un nombre satisfaisant, témoignant d'un intérêt important pour un projet de loi issu d'une volonté populaire. Il refusera le renvoi au Conseil d'Etat.

Vote

La présidente met aux voix la M 2700-B et son renvoi au Conseil d'Etat :

Oui :	10 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS)
Non :	5 (2 Ve, 3 S)
Abstentions :	—

La M 2700-B pour un système alimentaire durable territorialisé est renvoyée au Conseil d'Etat.

La majorité de la commission recommande donc aux membres du Grand Conseil de voter en faveur de ce renvoi au Conseil d'Etat.